

Agence régionale de santé de Bourgogne Franche-Comté

Direction Inspection Contrôle Audit

Conseil départemental de la Nièvre

Direction de l'autonomie

Dijon, le 28 mai 2025

Le directeur général de l'Agence régionale de santé
Le président du Conseil départemental de la Nièvre
à

Madame la présidente de l'association ARPAVIE
8 rue Rouget de Lisle
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

RAR N° 2C 182 993 4622 8

Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – N° FINESS : 58 000 076 8 - EHPAD ARPAGE SAINT-GENEST - NEVERS

PJ : tableau des mesures définitives

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, nous vous avons adressé, par lettre du 14 mars 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse à la prescription et aux trois recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport.

Nous accusons réception de votre réponse en date du 7 avril 2025, ainsi que des pièces jointes à cette dernière. A la suite de l'analyse de ces éléments de réponse que vous avez portés à notre connaissance et conformément à ce que nous vous annoncions dans la lettre du 14 mars 2025, nous vous notifions les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Conseil Départemental de la Nièvre
Hôtel du département, 58039 Nevers cedex
Tél : 03 86 60 67 00 – Site : www.nievre.fr

Nous appelons votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures. Ces dernières feront l'objet d'un suivi par :

La direction territoriale de la Nièvre
Agence régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté

Direction de l'autonomie
Conseil départemental de la Nièvre

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- D'un recours gracieux à notre attention,
- D'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- D'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général de l'Agence
régionale de santé de Bourgogne -
Franche-Comté

Jean-Jacques COIPLÉ

Le président du Conseil départemental
de la Nièvre

Fabien BAZIN

Copie à :

Madame la directrice
EHPAD ARPAGE SAINT-GENEST
12 R SAINT-GENEST
58000 NEVERS

ARS Bourgogne-Franche-Comté
Le Diapason, 2 Place des Savoirs, CS 73535, 21035 Dijon cedex
Tél. : 0808 807 107 - Site : www.bourgogne-franche-comte.ars.sante.fr

Conseil Départemental de la Nièvre
Hôtel du département, 58039 Nevers cedex
Tél : 03 86 60 67 00 - Site : www.nievre.fr

Date de mise à jour des mesures :

23/04/2025

Affaire suivie par :

Norm établissement :

EHPAD Aupage St Genest

Adresse :

12 rue Saint Genest

Code postal :

58000

Tableau des mesures définitives

Prescriptions

Commune :

NEVERS

Prescriptions					Levée O/N/ Abandonnée	Observations
Nb	3	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R
1	Dozer la structure d'un temps complémentaire de médecin coordonnateur disposant de la qualification requise respectant la réglementation, soit 0,6 ETP.	Article D312-156 du CASP Article D312-157 du CASP Article D312-159-1 3 du CASP	6 mois	Actions mises en œuvre. Publication d'offres d'emploi Contrat de travail OU Avenant au contrat de travail du médecin coordonnateur Autres modalités d'intervention proposées OU Preuve de l'inscription à une des formations (+ diplôme de validation)	E3 B6	La mission prend note du recrutement d'un médecin coordonnateur le 07/01/2024, à hauteur de 0,3 ETP. Le temps dédié à la coordination médicale n'est pas conforme à la réglementation. La prescription n°1 est maintenue et notifiée.
2	S'assurer de l'engagement du médecin coordonnateur dans une démarche visant à acquérir l'une des qualifications exigée par la réglementation.	Article D312-157 du CASP Article D312-159-1 3 ^e CASP	6 mois	Maquette organisationnelle révisée Plan d'actions faisant apparaître les différents leviers activés, les délais et les réalisations pour recruter stabiliser et fidéliser l'équipe soignante Liste des agents FFAS en poste au 01/01/2025 + Tableau de suivi nominatif des personnels FFAS en cours de VAE ou formation diplômante (date et n° de recevabilité de la demande, stade de la VAE, nom du tuteur) Tableau nominatif des agents soignants en poste au 01/01/2025 (IDE/AS/FFAS/AS/JAG...) en indiquant s'ils sont qualifiés pour l'exercice de leurs fonctions + si oui : copie des diplômes	E4	Le gestionnaire indique que le besoin en formation du médecin coordonnateur nouvellement recruté a été remonté au siège. Toutefois, en l'absence d'élément de preuve, la prescription n°2 est maintenue et notifiée.
3	Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et réalisées au sein de recasement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/IDE (ETP cible) pour accompagner les résidents ; - en assurant un suivi de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP cible ; - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recours aux CDD ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en s'assurant de la détection effective des diplômés par les personnels pour tout recrutement, y compris en CDD ; - en inscrivant les professionnels IFAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE	Article L312-3 du CASP Article L312-3 II a) 4 du CASP Article D312-156-0 II du CASP Article L4311-2 à 4 du CSP	6 mois	La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire : une communication officielle a été envoyée à chaque IDE, appelant l'obligation de s'inscrire à l'ordre infirmier et précisant les démarches à suivre. Un suivi a été mis en place afin de vérifier l'effectivité de ces inscriptions. Un tableau récapitulatif des IDE en poste, précisant leur statut d'inscription à l'ONi, a été établi. Le listing des IDE en poste au 01/01/2025 a été déposé ; la mission relève que le numéro ordinal n'est pas mentionné. La prescription n°3 est maintenue et notifiée.	E5 E6 E7 R7	Le gestionnaire a transmis : - la maquette organisationnelle révisée ; - un plan d'action relatif au recrutement et à la fidélisation de l'équipe soignante ; - le tableau de suivi du personnel ASH FFAS ; - le listing des effectifs au 01/01/2025. La prescription n°3 est abandonnée.
4	Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire et/ou de mettre à jour leur inscription au tableau de l'ordre infirmier et l'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L4311-15 du CSP	1 mois	La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire : une communication officielle a été envoyée à chaque IDE, appelant l'obligation de s'inscrire à l'ordre infirmier et précisant les démarches à suivre. Un suivi a été mis en place afin de vérifier l'effectivité de ces inscriptions. Un tableau récapitulatif des IDE en poste, précisant leur statut d'inscription à l'ONi, a été établi. Le listing des IDE en poste au 01/01/2025 a été déposé ; la mission relève que le numéro ordinal n'est pas mentionné. La prescription n°4 est maintenue et notifiée.	E5	La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire : une communication officielle a été envoyée à chaque IDE, appelant l'obligation de s'inscrire à l'ordre infirmier et précisant les démarches à suivre. Un suivi a été mis en place afin de vérifier l'effectivité de ces inscriptions. Un tableau récapitulatif des IDE en poste, précisant leur statut d'inscription à l'ONi, a été établi. Le listing des IDE en poste au 01/01/2025 a été déposé ; la mission relève que le numéro ordinal n'est pas mentionné. La prescription n°4 est maintenue et notifiée.

Tableau des mesures définitives
Prescriptions

Date de mise à jour des mesures : 23/04/2025

Affaire suivie par : [REDACTED]

Norm établissement : EHPAD Aupage St Genest

Adresse : 12 rue Saint Genest

Code postal : 58000

Commune : NEVERS

Prescriptions							
Nb	Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Observations
5	Intégrer dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privations et leur protection quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relèvent de tels agissements.	Article 434-3 du CPP Article L313-24 du CASF	9 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection	E1 R3	Abandonnée	La mission accuse réception des documents transmis par le gestionnaire dont : - la charte d'incitation à la déclaration des événements indésirables ; - le règlement intérieur révisé qui mentionne les obligations des salariés en matière de signalement de faits de maltraitance et/ou violence (article 434-3 CPP) et leur protection quand ils dénoncent ces faits (CF article 10). Egalement, la mission relève que des formations relatives à la promotion de la bientraitance et aux signalements ont été conduites et intégrées à la politique qualité ASPAVIE. La prescription n°5 est abandonnée.

Tableau des mesures définitives
Recommandations

Date de mise à jour des mesures :	23/04/2025	Nom établissement : Adresse :	EHPAD Arpagé St Genest 12 rue Saint Genest
Affaire suivie par :		Code postal :	58000
		Commune :	

Recommandations			
Nb	D	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques
1		Définir et mettre en oeuvre des leviers pour stabiliser la fonction de direction.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008
2		Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part.	0
3		Organiser de manière efficiente la circulation optimale des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008
4		Mettre en place un suivi des indicateurs RH à fréquence régulière afin d'assurer un pilotage et une gestion efficaces des effectifs et permettre une bonne adéquation des ressources au besoin d'accompagnement des résidents.	RBPP mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2009

Observations	Référence rapport E/R
La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire. La recommandation n°1 n'est pas maintenue.	R1
Le gestionnaire a transmis un protocole de continuité des soins en mode dégradé. La recommandation n°2 n'est pas maintenue.	R5
La mission prend note des précisions apportées par le gestionnaire. La recommandation n°3 n'est pas maintenue.	R2
Le gestionnaire a transmis le tableau de suivi RH au titre du premier trimestre 2025. La recommandation n°4 n'est pas maintenue.	R4